

# Gestion du secteur des pêches maritimes et alternance politique

Au cours des trois dernières décennies, le secteur des pêches maritimes a connu une évolution rapide. Plusieurs pêcheries se sont développées sous les effets conjugués de facteurs encourageants tels que l'existence de ressources jusqu'alors abondantes, la demande croissante du marché mondial pour les espèces nobles et l'adoption de mesures incitatives de type financier et juridique.

A l'heure actuelle, les principaux indicateurs du secteur des pêches montrent que l'importance de ce dernier n'est plus à démontrer. Sa contribution à l'économie nationale (valeur ajoutée générée par la capture, le conditionnement, la transformation et la commercialisation des produits de la pêche) représentait, en 1997, environ 2,41 % du PIB.

Au titre de l'année 2001, les statistiques officielles du secteur font état d'une production halieutique totale de l'ordre de 1 100 000 tonnes, soit l'équivalent de 7,8 milliards de Dh. Cette production brute est dominée par les espèces pélagiques qui ont représenté 77 % des débarquements. Les exportations des produits de la pêche ont réalisé des recettes en devises qui ont dépassé 9,6 milliards de Dh, soit une performance équivalente à celle du secteur des phosphates (10 milliards). Quant aux emplois générés, le secteur continue de faire travailler, directement et indirectement, une population dont l'effectif serait situé entre 300 000 et 400 000 personnes.

Il est important de signaler, à ce niveau, que les indicateurs relatifs à l'activité de la pêche (statistiques de capture) se situent à des niveaux supérieurs aux objectifs prévus par le plan quinquennal 2000-2004, mais les indicateurs économiques relevés au niveau des activités annexes n'ont pas enregistré un même niveau de performance.

L'objet de cet article consiste à procéder à une évaluation critique de la politique de gestion du secteur des pêches maritimes poursuivie par les deux derniers gouvernements durant la période dite d'alternance politique.

## 1. Un plan sectoriel très ambitieux

Dans un contexte économique national marqué par le ralentissement structurel de la croissance économique et par la faible diversité des opportunités d'investissement, le secteur des pêches a été, depuis plusieurs années, considéré comme une bouée de sauvetage pouvant assurer à l'économie marocaine une impulsion nouvelle en matière de développement économique et de création d'emplois. Cette ambition, très clairement

**Mohamed Naji**

Institut agronomique  
et vétérinaire Hassan II,  
Rabat

concrétisée au niveau des objectifs du plan quinquennal sectoriel 2000-2004 qui prévoyait, entre autres, un taux de croissance annuel de 11 % et la création de 40 000 postes d'emplois nouveaux, s'est rapidement heurtée à une dure réalité marquée par la surexploitation des pêcheries les plus rémunératrices et la détérioration des cours internationaux de certaines espèces pour lesquelles le Maroc était grand producteur (céphalopodes).

Globalement, les réalisations au niveau du secteur des pêches maritimes ont été en retrait par rapport aux objectifs projetés. En effet, à l'exception des statistiques de capture, qui ont connu une reprise spectaculaire au cours des deux dernières années, les autres indicateurs économiques ont marqué une amélioration mitigée (investissements), sinon une récession (emplois).

Dans sa logique globale, le plan sectoriel reposait sur une hypothèse fondamentale : celle de la suspension de l'accord de pêche conclu entre le Maroc et l'Union européenne. La présence d'une flotte de pêche étrangère avait, en effet, introduit des contraintes réelles au développement du secteur traduites par une chute des rendements des entreprises nationales, un rétrécissement des zones de pêche habituelles et une détérioration de la valeur commerciale des espèces débarquées. Le non-renouvellement de l'Accord de pêche entre le Maroc et l'Union européenne représentait un acte destiné à étendre la souveraineté économique du pays sur sa ressource naturelle tout en constituant un atout important pour la mise en valeur du secteur des pêches. Le Maroc pouvait mettre à profit cette nouvelle donne pour concevoir une stratégie tendant à faire jouer à ce secteur un véritable levier de développement économique et social. Ceci est d'autant plus vrai qu'aux yeux des Marocains le non-renouvellement de l'Accord n'était pas perçu de manière incompatible avec la poursuite de la coopération avec l'Union européenne dans le domaine halieutique, pourvu que cette coopération se déplace de l'exploitation de la ressource vers des créneaux de mise en valeur des produits de la pêche.

De nos jours, l'objectif fondamental de la politique de pêche, engagée par le département de tutelle, consiste, en sus de la préservation des ressources halieutiques en vue de leur utilisation durable, à optimiser les avantages économiques et sociaux retirés de l'exploitation de ces ressources contenues dans les espaces maritimes sous juridiction nationale. Ces avantages revêtent des formes diverses : création d'emplois, contribution à l'autosuffisance alimentaire et apport en devises.

Les actions du ministère des Pêches maritimes (MPM), telles que relatées par le plan quinquennal 2000-2004, s'articulent autour de trois pôles stratégiques majeurs :

- la préservation des ressources halieutiques en vue d'un développement durable ;
- la promotion sociale, notamment à l'aide d'un aménagement du littoral au profit de la pêche côtière et artisanale ;
- la mise à niveau de l'ensemble du dispositif de production aussi bien en mer qu'à terre.

## 2. Production du secteur

L'analyse des statistiques des quatre dernières années montre que la production du secteur des pêches a connu une forte amélioration au cours des deux années qui ont suivi l'arrêt de l'accord (tableau 1). La production globale est passée de 708 000 tonnes en 1998 à 1 111 000 tonnes en 2001, soit une croissance moyenne de 23 % par an. Celle de la pêche hauturière a connu une hausse, en valeur, de plus de 30 % durant la même période.

Tableau 1  
Evolution de la production de pêche entre 1998 et 2001

Type de pêche	1998		1999		2000		2001	
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
Pêche côtière	607	1 680	622,0	1 818	765,0	2 078	978,0	2 545
Pêche hauturière	91	2 942	125,0	2 888	133,0	4 603	122,0	4 859
Autres activités	10	186	10,8	178	14,5	258	10,5	357
<b>Total</b>	<b>708</b>	<b>4 808</b>	<b>758,0</b>	<b>4884</b>	<b>913,0</b>	<b>6 939</b>	<b>1 111,0</b>	<b>7 761</b>

Q : Quantité en milliers de tonnes. V : Valeur en millions de Dh.

Source : Ministère des Pêches maritimes (2002).

Il est important de souligner que la hausse de la production ne saurait être totalement imputée au départ de la flotte européenne. Elle n'est pas non plus le résultat d'une forte dynamisation des investissements. D'autres facteurs comme le repos biologique, des conditions hydro-climatiques favorables ainsi qu'une meilleure organisation de la collecte et de la compilation des statistiques de pêche ont pu contribuer à la hausse des statistiques de production et non de la production effective.

Par ailleurs, l'amélioration de l'état des stocks remet en cause le maintien du repos biologique comme mesure de conservation des ressources. Cette mesure n'est plus justifiée en présence de celle des quotas, en raison des nombreuses contraintes générées par l'arrêt prolongé des activités de pêche. L'arrêt biologique, devenu obsolète, ne fait qu'aggraver la situation du marché, contrairement aux mérites qu'on lui vante de pouvoir retarder la mise en vente et, par conséquent, de réguler l'offre. En effet, le repos biologique provoque un raccourcissement de la saison de pêche et engendre des difficultés insurmontables sur le plan de la gestion des armements et des équipages, de l'approvisionnement des industries et de la commercialisation des captures. Au lieu de faire usage de cette mesure d'aménagement pour réguler le marché, les professionnels, soutenus par les administrations publiques, devaient agir conformément à une logique de marché qui ne devrait pas interférer avec les autres intérêts de la profession. Le problème du marché devait être résolu à l'aval et non à l'amont de la filière.

### 3. Marché et consommation des produits de la pêche

Le prix moyen du kilo de poisson est passé de 6,44 Dh en 1999 à 6,98 Dh en 2001. La hausse du prix du poisson, en concomitance avec l'augmentation du volume de la production nationale, confirme la tendance à la hausse de la demande mondiale. La concurrence de la demande étrangère pour le poisson blanc, qui émane d'un marché à fort pouvoir d'achat, rend ce type de poisson hors de portée pour la majorité des consommateurs nationaux. Même le poisson bleu, dont l'offre est très abondante au niveau des ports (environ 80 % du volume de la production totale) ne profite pas entièrement au consommateur local. La consommation nationale a atteint 267 000 tonnes de poisson en 2001, soit l'équivalent de 24 % de la production totale, au moment où 505 000 tonnes étaient exportées pour faire des sous-produits. Le gouvernement d'alternance, à l'instar de ses prédécesseurs, n'a pas réussi à lever cette contradiction qui fait du Maroc, pays à déficit nutritionnel prononcé, un producteur dont le taux de disponibilité de poisson est parmi les plus élevés du monde (38 kg *per capita*) et où, à l'inverse, le niveau de consommation est des plus faibles (9,5 kg *per capita*, contre une moyenne mondiale de 16 kg *per capita*).

En dépit de son niveau de production très élevé, qui a atteint 860 000 tonnes en 2001, le poisson bleu reste relativement peu consommé, avec une proportion de 31 % des quantités disponibles. Les programmes de promotion de la consommation nationale de cette catégorie de poisson à faible prix n'ont pas été jusqu'à présent porteurs de succès, en raison notamment de l'insuffisance des mesures d'accompagnement déployées et des approches qui souffrent de l'absence d'une action intégrée et globale.

### 4. Investissements et emplois

Compte tenu de la politique de gel des investissements dans la flotte de pêche décrétee par le ministère de tutelle depuis 1992, l'essentiel des possibilités d'investissement a été centré sur les activités annexes à l'activité de pêche proprement dite. Il existe actuellement deux viviers importants pour l'emploi : les industries de transformation et le commerce des produits de la pêche, d'une part, et la pêche artisanale aux petits métiers, d'autre part.

L'essentiel des investissements dans le secteur a eu lieu dans les industries de transformation. L'année 2001 a connu un montant investi de l'ordre de 400 millions de dirhams et a permis la création d'environ 4 200 emplois, contre 290 millions de dirhams et 4 500 emplois en l'an 2000. Il est à noter que ces investissements ont été spécifiques et localisés puisqu'ils ont concerné, pour la plupart, des unités de congélation de poulpe dans la région de Dakhla.

Les investissements dans la pêche artisanale et les emplois qui en découlent sont difficiles à estimer et problématiques. En effet, à l'exception des emplois créés à terre suite à l'aménagement des Villages de pêcheurs et des Points de débarquement aménagés et qui ne relèvent pas directement de la pêche

en mer (gel des investissements dans la flotte), les autres emplois induits à terre (multiplicateur mer/terre) sont difficiles à cerner avec exactitude.

En allant à l'encontre de la législation interdisant l'octroi de licences de pêche supplémentaires dans les pêcheries traditionnelles, le gouvernement d'alternance a transgressé la circulaire en question au moins à deux reprises durant son mandat. Une première fois à l'occasion du programme dit de ré-immatriculation des barques de la pêche artisanale. Cette opération d'envergure nationale s'est soldée par l'octroi d'autorisations de pêche à des centaines d'unités qui exerçaient dans un cadre illégal. Cette décision hâtive ne s'appuyait sur aucun fondement technique ou biologique et venait accentuer l'effort de pêche exercé sur des ressources amplement sollicitées. La même expérience s'est reproduite récemment à l'occasion du contrat-programme conclu dans la région de Laâyoune. Pour contribuer à la résorption du chômage, ce contrat envisageait de créer des centaines de micro-entreprises de pêche artisanale. Dans les deux cas, la menace pour la ressource était effective. Cette menace a été accentuée par les pratiques braconnières de milliers de barques qui exercent dans la région Sud en défiant toutes les réglementations en vigueur.

### 5. Promotion sociale

L'action du ministère de tutelle en matière sociale visait à asseoir les bases d'un développement social équilibré fondé sur la promotion de l'emploi et l'amélioration des conditions socio-économiques dans l'exercice des activités de pêche. Cette importante action de mise à niveau sociale reposait, entre autres, sur un meilleur encadrement de la pêche artisanale (programme des Villages de pêcheurs et des Points de débarquement aménagés) ainsi que sur la généralisation des systèmes de couverture sociale et médicale.

#### 5.1. Le programme des Villages de pêcheurs (VDP) et des Points de débarquement aménagés (PDA)

Ce programme a été conçu pour apporter la logistique nécessaire à la pêche artisanale. Cette action de promotion du monde rural contribue au désenclavement des centres de pêche et à la fixation des populations locales.

Sur le plan stratégique, ce programme a retenu deux formules pour l'aménagement des centres de pêche : les Villages de pêcheurs qui sont des espaces aménagés et équipés pour subvenir à l'ensemble des besoins professionnels et sociaux des communautés de pêcheurs et les Points de débarquement aménagés qui se limitent aux aménagements et aux équipements vitaux pour le déroulement des opérations de pêche.

Le programme des Villages de pêcheurs a soulevé des critiques relatives à l'immensité de l'enveloppe budgétaire nécessaire à son exécution ainsi qu'à la nature et à la taille des aménagements préconisés dans chaque site, lesquels ont été jugés sur-dimensionnés par rapport à leurs besoins effectifs. En plus, les deux modèles d'aménagement des centres de pêche ne couvrent

pas et ne conviennent pas à toute la diversité des situations de la côte marocaine, en particulier dans la région sud du Maroc où la forte mobilité des populations de pêcheurs (transhumance) représente une menace réelle à la pérennité de ce programme et peut laisser place, suite à une raréfaction des ressources locales par exemple, à des villages fantômes.

Sur la base de ce qui précède, une remise en cause de ce modèle d'aménagement aurait permis de réorienter les efforts déployés vers des scénarios d'aménagements alternatifs moins généraux et tenant davantage compte des spécificités de chaque région. Ceci est particulièrement le cas dans les zones à forte mobilité de pêcheurs où la construction de petits ports, en effectif restreint, aurait représenté une alternative raisonnable aux VDP et aux PDA.

## **5.2. Couverture sociale et de sécurité maritime**

En 1999, la convention-cadre conclue entre le ministère de tutelle et la Caisse nationale de sécurité sociale a permis, après une longue période de tractations entre professionnels et administration, de généraliser la couverture sociale à tous les marins de la pêche côtière et hauturière, d'améliorer les prestations servies par la CNSS aux marins-pêcheurs et de simplifier les procédures de paiement des allocations.

Par contre, la pêche artisanale continue d'évoluer en l'absence de toute forme de couverture sociale alors que les problèmes de sécurité maritime y sont les plus fréquents.

## **6. Mise à niveau du secteur**

Depuis plusieurs années, l'importance et l'urgence des défis relatifs aux besoins d'une exploitation rationnelle des ressources, à une meilleure qualité du poisson à bord et à terre, à une forte valorisation des produits de la mer et à la promotion de la consommation intérieure de poisson rendaient nécessaire la mise à niveau de l'ensemble des filières pêche.

### **6.1. Programme de modernisation de la flotte de pêche côtière**

Dans sa version initiale, ce programme lancé en 1997 visait, à travers une contribution financière sous forme de subventions ou d'exonérations fiscales, à encourager toute intervention technique sur les caractéristiques des navires susceptible d'améliorer les conditions de manutention et de conservation des prises à bord, la sécurité et les conditions de travail des équipages ainsi que la préservation des ressources. Ce projet de modernisation, dans sa version initiale, n'a jamais vu le jour en raison du manque de visibilité et de la faiblesse des fonds et des mesures d'accompagnement qui lui étaient consacrés.

Après un gel de plus d'un an et demi, ce programme a repris en novembre 2000 sous une forme révisée et étoffée. Dorénavant, la modernisation de la flotte côtière passe par l'installation d'équipements modernes, de cales

isolées ou réfrigérées, de la refonte des bateaux vétustes et du rajeunissement de la flotte. Le programme vise également à encourager le redéploiement des unités de pêche vers les profondeurs sous-exploitées en procédant à des modifications de taille et de technique de pêche quand il le faut.

Les résultats enregistrés au cours de ces deux dernières années ne sont pas à la hauteur des enjeux futurs. 18 bateaux côtiers et 149 barques pour la pêche artisanale ont été touchés par le programme. Ces performances sont minimales devant la taille de la flotte potentielle dont l'effectif dépasse 2 500 unités de pêche côtière et 10 000 barques de pêche artisanale. L'urgence de la situation est aggravée par la date fatidique (mars 2003) imposée par l'Union européenne pour l'obtention du certificat de conformité. La modernisation exige la mise en place de mécanismes financiers adaptés et surtout d'un système de cautionnement mutuel spécifique à la pêche.

### 6.2. Mise à niveau des industries de transformation

La mise à niveau des industries à terre repose, en partie, sur la généralisation des systèmes d'assurance-qualité tels que la démarche HACCP et le PGQ. Cette mise à niveau est seule à même de permettre au secteur de la valorisation des produits de la mer de passer d'une économie stagnante à une économie de forte croissance. Cette relance est tributaire du dynamisme des exportations (recherche de la compétitivité et diversification des marchés) et demeure subordonnée à l'efficacité des mesures d'accompagnement à mettre en œuvre.

Le rapport de la Commission européenne d'inspection, publié en octobre 2001, attestait des efforts déployés par les industriels de la transformation des produits de la pêche pour se conformer aux normes européennes. En même temps, cet organe d'inspection déplorait l'insuffisance des progrès intervenus au niveau des différents maillons qui vont du bateau de pêche à l'unité industrielle ; ajouté à cela le manque de coordination entre les différentes institutions qui interviennent dans les aspects touchant à la qualité des produits de la pêche.

Globalement, les efforts fournis par les milieux professionnels pour se conformer aux normes et aux standards de qualité européens ont permis à cette branche d'activité de consolider sa position sur les marchés traditionnels, notamment ceux de l'Europe occidentale. Toutefois, le produit marocain continue de souffrir de la faible part de valeur ajoutée incorporée. Ceci est essentiellement dû aux procédés de fabrication, de conditionnement, d'emballage et de marketing, lesquels n'arrivent pas à suivre les mutations qui s'opèrent au niveau des principaux marchés mondiaux des produits de la pêche. À ce sujet, les professionnels de l'industrie déplorent le faible niveau d'encadrement et d'accompagnement en matière d'innovation technologique et de prospection de nouveaux marchés.

## 7. Préservation des ressources halieutiques et développement durable

Les conclusions des études d'évaluation des ressources, réalisées par l'Institut national de la recherche halieutique (INRH), confortées par la baisse tendancielle des performances économiques des armements nationaux observée durant les dix dernières années, ne laissent pas de doute quant à l'état de pleine, sinon de sur-exploitation, bio-économique de la plupart des pêcheries marocaines, notamment celles du sud du pays. En effet, la plupart d'entre elles se trouvent dans une situation caractérisée par la faiblesse des rendements, le rétrécissement des zones de pêche et, parfois, l'immobilisation totale des unités de pêche.

Pour faire face à cette situation, et dans le but d'asseoir une politique d'aménagement des pêcheries fondée sur les principes de pêche responsable et durable, de nombreuses actions ont été prises pour favoriser la pérennité des ressources exploitées.

La plupart des dispositions adoptées par le gouvernement d'alternance s'inscrivaient dans la continuité des actions entamées, auparavant, par l'ancien gouvernement. Dans cette optique, la limitation de l'effort de pêche a été – et demeure plus que jamais – une condition absolument vitale pour rationaliser la gestion de la ressource halieutique. A cet égard, deux grandes familles de mesures ont été déployées : le contrôle de l'effort de pêche (gel des investissements, arrêt biologique, maillage réglementaire, etc.) et le plafonnement des captures (quota).

Pour les pêcheries marocaines, l'introduction récente du concept de gestion par les quotas a marqué un grand tournant dans les politiques d'aménagement. La technique des quotas consiste, au plan opérationnel, à déterminer, au préalable, un volume de captures autorisées pour la pêche entière pour l'année à venir. Hormis les navires étrangers pêchant dans le cadre d'accords bilatéraux ou internationaux, la flotte de pêche nationale n'a pas été, auparavant, soumise à une telle pratique. Cette technique d'aménagement s'inscrit (ou devrait s'inscrire), dans une ligne de mesures évolutives qui ont commencé par les quotas totaux, applicables à l'ensemble d'une pêche, pour finir sous forme de quotas individuels assignés à des exploitants uniques. Les quotas individuels transforment le droit pour un navire d'exercer l'activité de pêche en droit de débarquer une certaine quantité de poisson et de pouvoir transférer ce droit, notamment par le biais du marché.

Au plan opérationnel, la fixation d'un quota global contribue à la préservation de l'état de la ressource. Ensuite, ce quota est réparti, selon différentes méthodes, sur l'ensemble des détenteurs de l'autorisation d'exploiter les ressources. Le partage des différentes quantités allouées a été, en principe, dicté par des critères historiques relatifs aux performances réalisées par les différents armements au cours des dernières campagnes de



pêche. Mais la répartition du quota global sur les différents métiers qui exploitent la ressource a suscité d'importantes polémiques autour des questions d'équité et de justice sociale qui doivent accompagner ce type de démarche à vocation redistributive.

Par ailleurs et en dépit du retrait de l'effort de pêche étranger, les autorités de pêche marocaines ont décidé de reconduire les mesures de conservation des ressources consistant à cesser toute activité de pêche pendant certaines périodes de l'année cruciales pour la croissance des principales espèces exploitées, à savoir les céphalopodes. L'arrêt biologique, adopté au départ pour épargner les géniteurs et les juvéniles pendant les phases sensibles de leur cycle biologique, s'est rapidement transformé en arrêt commercial visant à contribuer au réajustement des cours des céphalopodes par une meilleure gestion des stocks et de l'offre des pêcheurs. Les autorités de pêche inauguraient de la sorte une nouvelle étape d'interventionnisme portant sur le marché, qui a été couronnée par la décision prise par le département des pêches de fixer un prix-plancher pour le poulpe. Cette mesure qui émanait initialement d'une partie de la profession a été, par la suite, officiellement parrainée par le MPM.

### 8. Suspension de l'accord de pêche : des retombées nuancées

L'arrivée à échéance de la l'Accord de pêche en décembre 1999 et la décision de non-renouvellement constituaient un contexte nouveau pour la gestion du secteur halieutique. Et bien que les professionnels espagnols nourrissaient toujours l'espoir de voir le Maroc revenir sur ses positions sous le martèlement et le marchandage politique, le gouvernement d'alternance semblait avoir tourné le dos, définitivement ou presque, à la logique des accords passés. Le temps de l'exploitation "minièr" des ressources halieutiques semble-t-il était révolu, l'extraction de celles-ci ne devait plus faire l'objet de concession.

Toutefois, les autorités de pêche ne semblaient pas disposer d'une vision stratégique préalable autour des conséquences globales et quantifiées, des différentes alternatives stratégiques. Le refus de reconduire l'Accord de pêche semblait émaner plus d'un désir de recouvrer la souveraineté économique du pays sur ses richesses halieutiques que d'un choix politique appuyé par une réalité économique et sociale.

Il est de nos jours prématuré de dresser un bilan détaillé et précis de l'impact sur l'économie nationale de la décision prise par le gouvernement d'alternance de suspendre l'Accord. Toutefois, il est possible de faire appel à une série d'indicateurs qui nous renseignent sur les tendances et les dynamiques engagées depuis plusieurs mois. Cette étape est d'une importance cruciale dans la mesure où elle devrait permettre aux autorités de pêche de saisir le poids et le sens des dynamiques mises en œuvre et surtout de les accompagner et de tenter de les maîtriser.

Il est certain que la période post-Accord devait susciter un débat national aussi passionné que celui qui a présidé aux négociations. Le pêcheur marocain, notamment hauturier, se retrouve dans un contexte nouveau où la perspective d'une période de faste production l'incite à manœuvrer à l'abri des lumières. Les autorités de pêche devaient, pour leur part, disposer d'une vision claire sur l'avenir du secteur, en particulier sur la façon de procéder au partage des bénéfices escomptés de la suspension de l'Accord.

Des sacrifices considérables ont été consentis par l'Etat marocain en renonçant à la contrepartie européenne (500 millions d'écus pour les 4 années de l'Accord en plus des avantages commerciaux consentis aux exportations de conserves marocaines et du transfert de technologie) dans l'espoir d'assister à un retour important sur les plans aussi bien financiers, économiques que sociaux. Or, jusqu'à présent, en dehors de l'activité de pêche proprement dite, les activités annexes n'ont pas bénéficié d'un effet d'entraînement conséquent, notamment en matière d'investissements à terre et d'emplois. La pêche hauturière a même enregistré, au niveau de l'emploi, une régression de 21 %, entre 1999 et 2000.

Il était du ressort du gouvernement d'alternance de mobiliser la communauté marocaine autour d'un débat national sur la question de l'avenir du secteur des pêches après le départ de la flotte européenne. Cette initiative aurait permis de concevoir, de manière associative, les modalités et les mécanismes à mettre en place afin de tirer le meilleur profit des retombées futures du non-renouvellement de l'Accord, notamment en matière de distribution de la rente halieutique.

## **Conclusion**

A la veille de la fin du mandat de l'actuel gouvernement, le bilan de la contribution de celui-ci dans la gestion du secteur des pêches maritimes nous permet de dresser un tableau nuancé. Certes, au moment où l'essentiel de la politique sectorielle de l'actuel gouvernement s'inscrit dans le droit chemin des actions engagées ou programmées par les gouvernements prédécesseurs, des actions spécifiques et innovantes sont venues apporter une nouvelle dynamique à ce secteur.

Ainsi, la contribution du gouvernement peut être scindée en deux étapes différentes. Pendant la première phase de son mandat, les actions du ministère de tutelle étaient marquées par une forte inertie. A l'opposé, la deuxième étape a connu une cadence plus rapide dans la prise de décisions et dans la conduite des actions programmées.

Le retrait de la flotte européenne et l'amélioration – réversible – des conditions hydro-climatiques ont constitué des atouts majeurs qui ont contribué à la hausse des indicateurs de production en mer. Ces performances ont occulté les défaillances enregistrées notamment au niveau des investissements et de l'emploi.

Par ailleurs, la décision du gouvernement d'alternance consistant à suspendre l'Accord de pêche a fait montre d'une certaine détermination politique "nationaliste" qui s'est vite dissipée sous la pression des lobbies de la pêche hauturière ; ce qui a empêché l'économie nationale de bénéficier pleinement des retombées économiques et sociales d'un événement historique espéré de longue date.